



Police

Police :
Code d'unité :

N° PV :

Formulaire d'audition CORONA – Transaction

Nom :	NRN :
Prénom :	
Date de naissance :	Lieu de naissance :
Adresse :	
Nationalité :	Langue : N FR D

Infraction constatée :

À (lieu des faits) le / / (date des faits)

- ☐ 250 euros
- ☐ 750 euros (commerçant, exploitant ou responsable d'activité)
- ☐ Refus ou négligence de se conformer aux mesures ordonnées en application de l'article 182 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile et ses arrêtés ministériels d'exécution portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;
et/ou
- ☐ Infraction aux mesures qui, en application de l'article 128 de la loi provinciale, ont été prises par le gouverneur de province dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, telles que sanctionnées en vertu de l'article 171 de la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales ;
et/ou
- ☐ Infraction aux mesures prises par le bourgmestre dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19.

(description succincte de l'infraction + qualité ex. gouverneur ou bourgmestre de ...) et date de l'arrêt

Je prends connaissance que :

- j'ai le droit de ne pas témoigner contre moi-même et de ne pas contribuer à l'enquête pénale ;
- j'ai le droit de garder le silence, et, par conséquent, je peux refuser de signer ma déclaration ;
- mes déclarations écrites peuvent être utilisées comme preuve en justice, et peuvent par conséquent être utilisées contre moi-même ou à charge d'autres personnes ou peuvent donner lieu à une enquête complémentaire ;
- je peux demander à être entendu(e) si je conteste les faits ou si je souhaite apporter un éclairage différent sur les faits.

Je déclare ce qui suit :

Je reconnais l'infraction qui m'est imputée :

☐ Oui ☐ Non, car

J'estime que certains facteurs plaident en ma faveur :

☐ Non ☐ Oui, à savoir

☐ Je conteste les faits et demande à être entendu(e) par la police ultérieurement.

Proposition de paiement d'une transaction :

(Cette partie ne s'applique que si le suspect reconnaît les faits)

En application de l'article 216bis, § 1^{er}, deuxième alinéa du Code d'instruction criminelle, le procureur du Roi propose de procéder à un paiement immédiat d'une somme d'argent en raison de l'infraction qui vous est imputée. Ce paiement éteindrait l'action publique, et le ministère public ne pourrait plus intenter de poursuite pour les faits susmentionnés et contenus dans le présent procès-verbal.

A. Paiement sur place :

Je marque mon accord pour payer la somme de **250 euros / 750 euros** (biffer la mention inutile) et accepte dans ce cadre que l'on abrège le délai de paiement de cette transaction, de telle sorte que le paiement puisse être effectué immédiatement.

☐ **TI PVVT (paiement via terminal) :**

☐ **TI QR (paiement via GSM avec un code QR) :**

Veillez biffer le code QR qui n'est pas d'application.

€250

€750



B. Paiement dans un délai de 15 jours :

Je marque mon accord pour payer la somme de **250 euros / 750 euros** (biffer la mention inutile) par virement dans un délai de 15 jours. Le service de police verbalisant m'a remis un courrier contenant une proposition de paiement dans un délai de 15 jours faite par le procureur du Roi, ainsi qu'un formulaire de virement.

☐ **TI QR** : vous effectuez le paiement via le code QR mentionné ci-dessus.

☐ **TI PVV (paiement via virement) :**

Numéro de compte : BE54 6792 0036 3297

Bénéficiaire : Transaction Corona

Communication structurée :

Montant : 250 euros (biffer la mention inutile)

750 euros (biffer la mention inutile)

Date et signature de la personne concernée :

..... / /

Nom + signature du verbalisateur :